



## BUREAU COMMUNAUTAIRE

30 NOVEMBRE 2023

### DECISION N° 2023-119-DB

Le trente novembre deux mille vingt-trois à 17h30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'Amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le vingt-quatre novembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence

#### Membres présents :

*Président* : Jackie GOULET CLAISSE (sauf 138)

*Vice-Présidents* : Sylvie PRISSET (sauf 138), Michel PATTEE (présidence 138), Nicole MOISY (sauf 138), Frédéric MORTIER, Rodolphe MIRANDE (de 138 à 145), Grégory PIERRE (116 et 142 à 145), Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Béatrice BERTRAND, Christian RUALT (sauf 138), Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

*Conseillers délégués* : Sophie TUBIANA, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN

*Conseillers* : Didier ROUSSEAU (de 118 à 138), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Amelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME (sauf 138), Gérard POLICE (de 116 à 137), Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON (de 116 à 138), Pierre de BOUTRAY, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD (sauf 138), Jean-François MIGLIERINA

#### Absents(s) / Excusé(s) :

Jérôme HARRAULT, Sandrine LION, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Loïc BIDAULT, Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN, Alain BOISSONNOT, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Benoit LEDOUX, Gilles ROUSSILLAT, Jacqueline TARDIVEL

#### Dont excusés ayant donné pouvoir :

Jérôme HARRAULT à Michel PATTEE, Sandrine LION à Jean-François MIGLIERINA, Thomas GUILMET à Grégory PIERRE (116 et de 142 à 145), Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET CLAISSE (sauf 138), Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Arnel FROGET à Sylvie PRISSET (sauf 138), Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME (sauf 138), Gérard POLICE à Christian RUALT (de 139 à 145), Isabelle ISABELLON à Pierre de BOUTRAY (de 139 à 145)

*Secrétaire de séance* : Eric LEFIEVRE

	DB 116	DB 117	DB 118 à 137	DB 138	DB 139 à 141	DB 142 à 145
Membres en exercice	52	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27	27
Présents	36	35	36	30	33	34
Absents - Excusés	16	17	16	22	19	18
Pouvoirs	7	6	6	3	8	9
Votants	43	41	42	33	41	43

### REFERENT DEONTOLOGUE – CONVENTION AVEC L'AMF 49

Tous les élus ont le droit de pouvoir consulter un référent déontologue chargé de leur apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la Charte de l' élu local.

Le référent déontologue ou le collège de référents déontologues doit être désigné par délibération des organes délibérants.

Les missions du référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences.

Le référent déontologue ne peut être choisi parmi les personnes exerçant un mandat d' élu local au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées ou n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci.

Considérant que plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes visés à l'article L. 5721-2 du CGCT peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes.

L'AMF 49 propose ce service de déontologue aux collectivités par le biais d'une convention dont la durée ira jusqu'à la fin du mandat.

La rémunération du référent déontologue est fixée comme suit :

- Lorsque les missions de référent déontologue sont assurées par une ou plusieurs personnes, le montant maximum de l'indemnité pouvant être versée par personne désignée est fixé à 80 euros par dossier et ce conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local
- Lorsque les missions de référent déontologue sont assurées par un collège :
  1. Pour la présidence effective d'une séance du collège d'une demi-journée : 300 euros
  2. Pour la participation effective à une séance du collège d'une demi-journée : 200 euros.
- Les frais de transport et d'hébergement éventuellement engagés seront remboursés dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique par la collectivité concernée.

*Les indemnités prévues au 1° et 2° ne sont pas cumulables.*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 1111-1-1, ainsi que les articles R. 1111-1-A et suivants dans leur rédaction à venir au 1<sup>er</sup> juin 2023,

**Vu** la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (art. 218),

**Vu** le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local et notamment son article 1<sup>er</sup> dont les dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2023,

**Vu** l'arrêté NOR : IOMB2224141 A du 6 décembre 2022 pris en application du décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local,

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

**Vu** la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

**Vu** la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

**Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention correspondante avec l'AMF 49.

**Le Bureau communautaire approuve la proposition.**

Résultat des votes :

Pour : 41 - Contre : 1 - Abstention : 0

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET CLAISSE